

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2022



EC
PM ENSEMBLE
CONTRE
LA PEINE
DE MORT

SOMMAIRE

ÉDITO

La longue marche vers l'abolition universelle 3

2022

En chiffres 4

ECPM dans le monde 4

En actions 5

La peine de mort dans le monde 5

MOMENTS FORTS

8^e Congrès mondial contre la peine de mort 6

FÉDÉRER

La communauté abolitionniste fidèle au rendez-vous! 8

La Zambie annonce l'abolition de la peine de mort 9

Un programme culturel diversifié 9

PLAIDOYER

Iran: une nouvelle année noire 10

Liban: Un pays engagé malgré la crise 11

Campagne « S'aimer n'est pas un crime » 12

Focus États-Unis 13

Hommage à Hank Skinner 13

Intensification du plaidoyer en Asie 14

Cameroun et RDC: le combat continue 14

Maroc: Les acteurs toujours engagés 15

Mauritanie: une grande première 16

Tunisie Mobilisation malgré un contexte difficile 17

RENFORCER

Séminaire régional au Kenya 18

L'Abolition Now Tour à Berlin 19

Un nouveau site pour ECPM 19

Partenariats médias 19

ÉDUCER

Sensibilisation en milieu scolaire 20

Université de la Paix à Caen 21

Réseau international d'éducation à l'abolition 21

VIE DE L'ASSOCIATION

Marche des fiertés 22

Fête de l'Huma: Les bénévoles d'ECPM mènent la danse 22

Gouvernance 23

Conseil d'administration 23

Rapport financier 24

ECPM agit pour les Objectifs de développement durable (ODD) 26

Partenaires 27



Aminata Niakate, présidente d'ECPM



Raphaël Chenuil-Hazan, directeur général d'ECPM

ÉDITO

La longue marche vers l'abolition universelle

Nous avons si bien terminé l'année 2022 avec un revigorant 8^e Congrès mondial à Berlin qui n'aura jamais autant mobilisé la jeunesse et la communauté abolitionniste du monde entier. Pour la première fois des gouvernements sont venus par la voix de leurs ministres annoncer des abolitions. C'est aussi cela l'impact des Congrès mondiaux, les résultats de notre action de plaidoyer intense directement adressée aux États et gouvernements rétentionnistes.

Et pourtant, la situation dramatique en Iran (avec une augmentation de 75 % des exécutions touchant les femmes et de manière disproportionnée les minorités ethniques) aura été au cœur de nos préoccupations et de notre action aux Nations unies, auprès des diplomates, des médias, des décideurs politiques, mais aussi auprès des acteurs iraniens eux-mêmes. **Soutien à l'avocate Nasrin Sotoudeh en lui décernant le Prix ECPM-Robert Badinter**, à Narges Mohammadi, militante incontournable aujourd'hui en prison en Iran; à Shole Pakhravan, mère courage de Reyaneh Jabbari exécutée en 2014, toutes deux héroïnes bien malgré elles du film *7 hivers à Téhéran* et un travail continu avec Iran Human Rights sur notre rapport annuel sur la « machine à tuer » iranienne.

Le 16 février dernier décédait Henry Watkins Skinner dit **Hank Skinner** à l'hôpital de Gavelston (Texas). Vous suiviez depuis des années à travers ECPM, la situation de Hank, cas emblématique de la tragédie qu'est la peine de mort aux États-Unis. Une succession d'inepties, de gabegies, d'enquêtes bâclées et à charge, de scellés égarés, de preuves erronées, de rétractations de témoins... bref, tout ce qui fait d'un cas lambda une possible innocence. Nous pensons également à **Melissa Lucio** sauvée in extremis de son exécution programmée en avril 2022; à **Keith Lamar**, artiste magnifique, invité spécial du Congrès de Berlin (il a pu chanter en live depuis sa prison dans l'Ohio lors de la cérémonie de clôture), qui a lui toujours une date d'exécution prévue au 16 novembre 2023 et à tous les autres condamnés.

Cela nous montre combien il est nécessaire de continuer à se battre pour l'abolition partout où cela reste nécessaire. Dans les prochains mois nous irons dans « l'œil du cyclone » pour parler librement d'abolition et de stratégie à l'occasion du Congrès régional la peine de mort au Moyen-Orient, en attendant la préparation du prochain Congrès mondial dont le lieu et les dates restent à définir.



Cérémonie d'ouverture du 8^e Congrès mondial contre la peine de mort, à la Pierre Boulez Saal de Berlin, avec plus de six cents invités, militant·es des droits humains, représentants de la société civiles et personnalités politiques entourant la ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, Annalena Baerbock.

@Christophe Meireis

Directeur général
Raphaël Chenuil-Hazan
rchenuil@ecpm.org

Directrice adjointe
Ariane Grésillon
agresillon@ecpm.org

Directeur des programmes
Nicolas Perron
nperron@ecpm.org

Directrice administrative et financière
Nadège Poulain
npoulain@ecpm.org

Directeur de la communication
Bertin Leblanc
bleblanc@ecpm.org

ECPM
62 bis, avenue Parmentier
75011 Paris – France

Tél.: +33 1 57 63 03 57
Fax: +33 1 80 87 70 46
ecpm@ecpm.org

www.ecpm.org
@AssoECPM
#AbolitionNow

© ECPM 2023

Photo de couverture: Manifestation contre les exécutions en Iran, place de la Bastille à Paris, 17 décembre 2022
@Christophe Meireis

Illustration de la 4^e de couverture
Paul Gros

Toutes les photos: @ecpm
sauf mention spécifique

ECPM

En chiffres

14
salarié-e-s

30
bénévoles actifs

+800
publications sur les réseaux sociaux

23
partenaires associatifs

17
partenaires sur le terrain

8
membres du CA

144
adhérent-e-s

+650
retombées presse

3,1 m
Budget annuel

22
années d'existence

ECPM

En actions

1200
participant-e-s au 8^e Congrès mondial de Berlin en provenance de 125 pays

101
interventions scolaires en France avec 5 grands témoins

2
nouveaux États abolitionnistes

9
interventions orales au Conseil des droits de l'homme de l'ONU

5
ateliers de formation destinés aux acteurs (avocat-es, parlementaires)

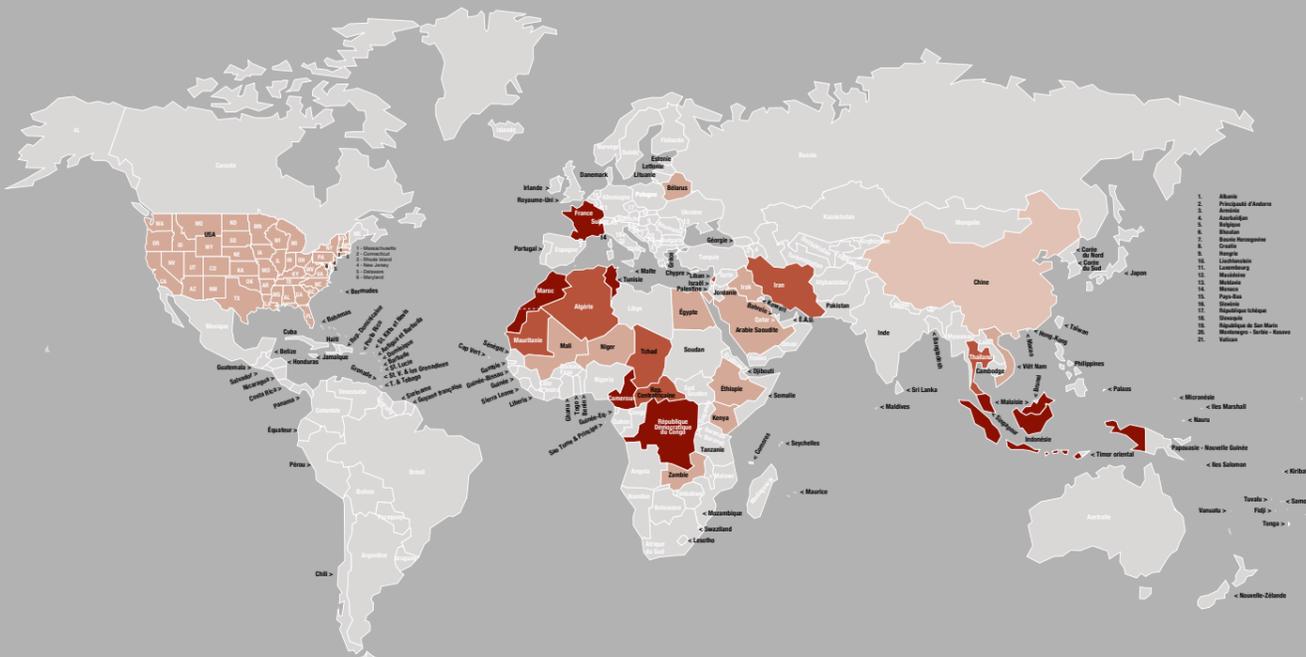
5000
jeunes touchés par nos activités d'éducation

République centrafricaine
Zambie

3
interventions orales à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

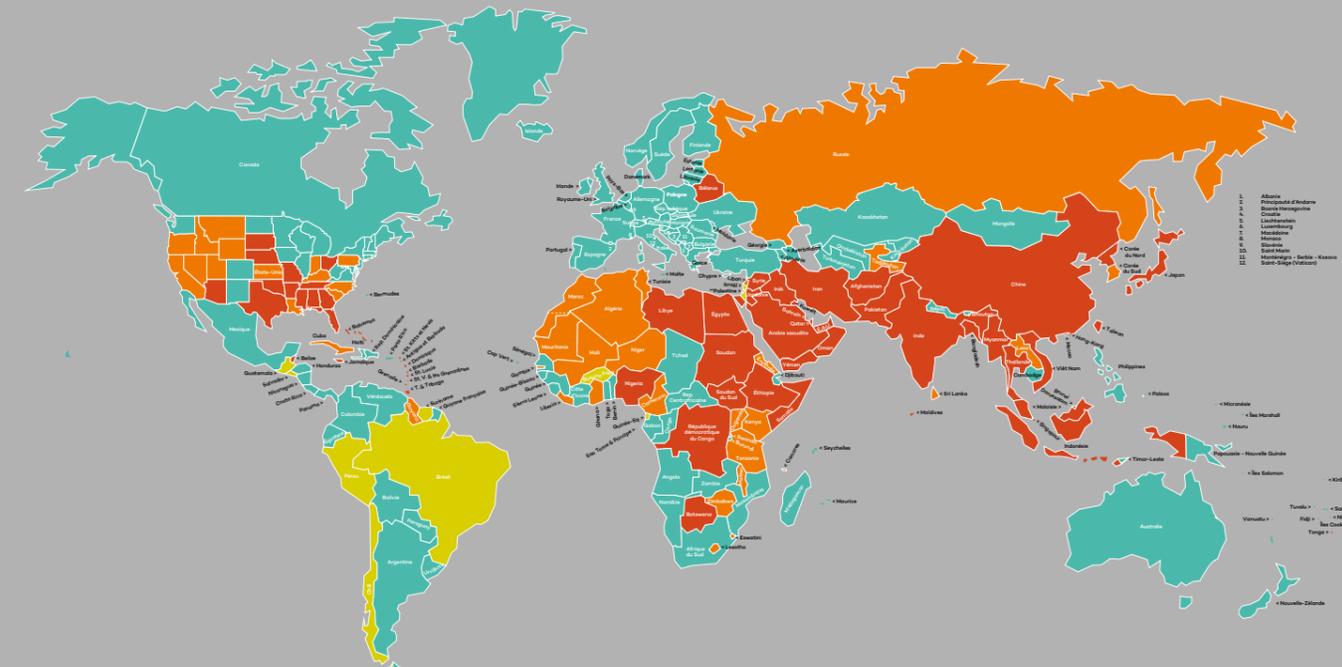
7
rapports alternatifs soumis (ONU et CADHP)

Carte du plan stratégique 2020/2023



- Programmes pluriannuels avec équipe locale
- Autres pays d'interventions concertées
- Pays de prospective
- Pays en question

La peine de mort dans le monde



108 États abolitionnistes pour tous les crimes
États ou territoires où la peine de mort est totalement abolie.

8 États abolitionnistes pour les crimes de droit commun
États ou territoires où la peine de mort est abolie sauf circonstances exceptionnelles.

30 États en moratoire sur les exécutions
États ou territoires où la peine de mort est en vigueur mais où aucune exécution n'a eu lieu depuis dix ans et ne s'opposant pas à la dernière résolution des Nations unies en faveur d'un moratoire universel sur les exécutions et/ou ayant ratifié l'OP2*.

52 États rétentionnistes
États ou territoires appliquant la peine de mort.
* Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant l'abolition de la peine de mort.
** Le cas de la Palestine est particulier: elle ne peut pas voter la résolution moratoire, a ratifié l'OP2, mais la peine de mort est toujours en vigueur à Gaza (dernières exécutions documentées en 2017).

MOMENTS FORTS

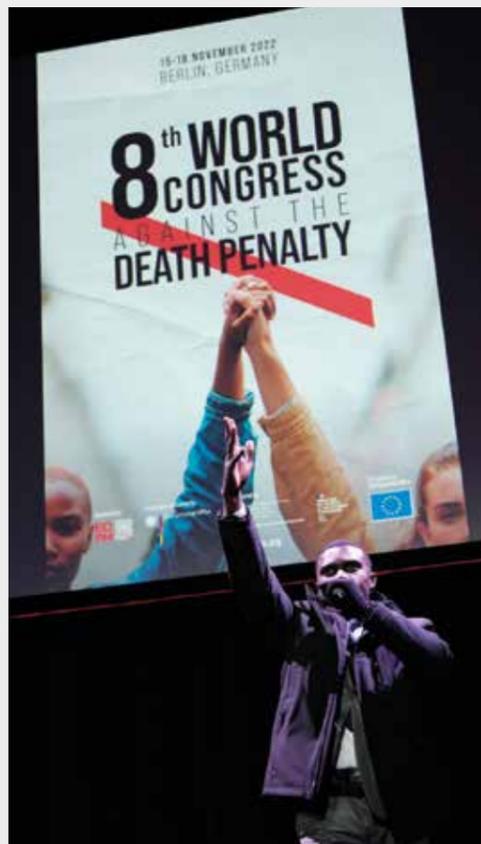
8^e Congrès mondial contre la peine de mort

Retour en images sur le 8^e Congrès mondial contre la peine de mort, qui a réuni à Berlin (et en streaming à travers le monde) plus de 1200 participant-es venu-es de 125 pays! Pendant quatre jours, le combat pour l'abolition universelle a résonné dans la capitale allemande: conférences, tables rondes, ateliers, événements culturels sont autant d'activités croisant la jeunesse abolitionniste et les militant-es historiques pour faire naître de nouvelles idées.

Double page : @Christophe Meireis



Le Village de l'abolition, épicerie du 8^e Congrès mondial au Radialsystem.



Tubal, talentueux rappeur camerounais, chante avec tout le public « Non à la peine de mort »



Le Village de l'abolition s'est transformé en véritable témoin du militantisme abolitionniste: rendez-vous de haut niveau, hommage aux personnes condamnées à mort, retrouvailles, ateliers peinture, débats, discussions, l'ensemble des congressistes s'est retrouvé parmi les 22 organisations pro-abolition venues présenter leur combat.



Salle comble pour la plénière « La nouvelle génération abolitionniste: transmission et innovation »



Hadja Lahbib, ministre des Affaires étrangères de Belgique livrant un vibrant plaidoyer pour l'abolition universelle lors de la plénière inaugurale du 8^e Congrès mondial contre la peine de mort.



Une quinzaine de ministres et représentant-es de gouvernements ont profité de leur venue à Berlin pour discuter de la situation de la peine de mort dans le monde.

FÉDÉRER



Double page : @Christophe Marais

Projection du film *Texas vs Melissa* par Sabrina Van Tassel, avec Christiane Taubira et Aminata Niakate.

La communauté abolitionniste fidèle au rendez-vous !

Le très attendu 8^e Congrès mondial contre la peine de mort aura été le premier grand rendez-vous post-Covid. Organisé du 15 au 18 novembre à Berlin, cet événement a rassemblé près de 1200 participants de tous horizons. Sous le parrainage de l'Allemagne, de l'Union européenne, de la Suisse et de la France, ce Congrès a offert une plateforme internationale exceptionnelle pour discuter de l'abolition de la peine de mort. Encore une fois, l'innovation et l'intersectionnalité des luttes étaient au cœur de cette 8^e édition, en mettant en avant la jeunesse comme vecteur de l'abolition de demain.

Chacune des deux séances plénières a fait écho à une actualité particulière afin d'identifier les stratégies les mieux adaptées pour contrer les justifications en faveur du maintien de la peine de mort. Tout d'abord, la crise qui secoue l'Iran, où la peine de mort est utilisée comme un outil ultime d'intimidation et d'oppression par le régime afin de maintenir sa stabilité au pouvoir. Ensuite, la parole a été donnée à la nouvelle génération abolitionniste : dans la continuité de sa campagne #AbolitionNowTour, ECPM a mis en avant six groupes de jeunes abolitionnistes qui ont fait preuve d'un grand enthousiasme et d'une grande détermination à rejoindre le mouvement pour l'abolition universelle.



Albert Marques, pianiste et compositeur, à l'initiative de l'album *Freedom First*, réalisé avec Keith Lamar : poète, écrivain et activiste, actuellement condamné à mort en Ohio aux Etats-Unis.



Conférence de presse sur la peine de mort en Iran avec nos partenaires durant le Congrès mondial de Berlin



Discussions au Village de l'abolition, Radialsystem, Berlin



Le ministre de la Justice de la République de Zambie Mulambo Haimbe annonce l'abolition de la peine de mort dans le pays lors de la cérémonie d'ouverture

LA ZAMBIE ANNONCE L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

Pour la première fois à l'occasion du Congrès mondial un pays est venu annoncer l'abolition de la peine de mort. La Zambie, représentée par son ministre de la Justice, a annoncé au cours de la Cérémonie d'ouverture avoir déposé, devant l'Assemblée nationale, les projets de loi d'amendement du code pénal et du code de procédure pénale afin d'abolir la peine de mort. Le 23 décembre 2022, la Zambie a tenu son engagement en devenant le 25^e pays d'Afrique à abolir la peine capitale. Le Libéria a également annoncé avoir pris les mesures nécessaires pour ancrer l'abolition de la peine de mort dans la loi.

Programme culturel diversifié

Lors du Congrès, ECPM a présenté un programme culturel diversifié et riche, véritable catalyseur d'émotions. Une approche pluri-artistique ayant permis de véhiculer le message de l'abolition au-delà des discours. En marge du Congrès, plusieurs réunions, privées ou ouvertes, ont permis aux acteurs abolitionnistes de se rencontrer, d'échanger, et de poursuivre les débats en dehors du cadre du programme académique.



Albert Marques et Kazemde George jouent des morceaux de l'album *Freedom first* depuis le Rotes Rathaus, tandis que Keith Lamar chante en direct depuis sa cellule

Abolition Now!

Enfin, dans un dernier instant de communion et de solidarité, ECPM et ses partenaires se sont rassemblés devant l'hôtel de ville de Berlin, en musique, lors d'un happening final percutant, transmettant un message clair et fort : « Abolition Now! »



Les congressistes déploient la main géante de l'abolition sur le parvis de l'hôtel de ville de Berlin

PLAIDOYER

Iran : une nouvelle année noire



En 2022, ECPM et Iran Human Rights (IHR) ont publié un nouveau rapport annuel dont les informations ont été largement relayées dans les médias du monde entier, notamment francophones et anglophones (plus de 50 articles).

ECPM a travaillé à nombre d'interventions orales conjointes dans le cadre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Le 17 octobre 2022, ECPM s'est joint à d'autres ONG pour appeler la tenue d'une session spéciale sur l'Iran lors de laquelle le Conseil des droits de l'homme établirait un mécanisme d'enquête indépendant, puis a mené un plaidoyer auprès de plusieurs diplomates pour qu'elles soutiennent cette Résolution.

Le 17 novembre 2022, ECPM a organisé avec ses partenaires IHR, Kurdistan Human Rights-Geneva, the Abdorrahman Boroumand Center et Impact Iran, une



© BEHROUZ NEHRI / AFP

L'avocate iranienne, Nasrin Sotoudeh, militante de longue date des droits humains dans son pays, est la toute première lauréate du Prix Robert-Badinter.

conférence de presse pour alerter sur le risque d'une augmentation exponentielle du nombre de condamnations à mort et d'exécutions, alors que l'Allemagne venait d'annoncer qu'elle soutiendrait la tenue d'une session spéciale du Conseil des droits de l'homme visant à établir un mécanisme d'enquête international. ECPM a été parmi les premiers à alerter sur le risque d'escalade dans l'utilisation

de la peine de mort. L'année 2022 était déjà marquée par une augmentation très importante du nombre d'exécutions. Entre le 1^{er} janvier 2022 et novembre 2022, l'Iran avait déjà exécuté au moins 450 personnes (333 en 2021).

Le 18 novembre 2022, lors de la cérémonie de clôture du Congrès mondial, ECPM a remis le prix Robert Badinter à Nasrin Sotoudeh. Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur d'IHR, l'a reçu en son nom et lu un message de Nasrin Sotoudeh écrit pour l'occasion. La remise de ce prix permet une fois encore d'alerter sur les préoccupations relatives à la peine de mort en Iran.

Le 10 décembre 2022, sur proposition d'ECPM, la citoyenneté d'honneur de la ville de Lyon a été remise à Narges Mohammadi en présence de ses enfants et du directeur d'ECPM Raphaël Chenuil-Hazan. Cette dernière avait rédigé la préface du rapport annuel sur la peine de mort en Iran en 2020. Le même jour, ECPM cosignait un communiqué conjoint dans le cadre du travail de plaidoyer mené avec Impact Iran pour le retrait de l'Iran de la Commission des femmes du Conseil économique et social des Nations unies. Le 17 décembre 2022, ECPM a joint le barreau de Paris pour organiser un rassemblement place de la Bastille, à Paris, contre les exécutions en Iran.

En tant que membre du comité de pilotage d'Impact Iran, ECPM a été très investie et impliquée dans nombre d'actions collectives de plaidoyer.



© Christophe Meuris

Retenue en Iran, toujours sous la menace du régime, c'est le directeur d'Iran Human Rights (IHR), Mahmood Amiry-Moghaddam qui a reçu son prix, des mains de l'ancienne garde des Sceaux française, Christiane Taubira, lors d'une cérémonie qui se déroulait à l'Hôtel de ville de Berlin.

LIBAN

Un pays engagé malgré la crise

En avril 2022, ECPM et la LACR (Association Libanaise pour les Droits Civils) ont mené une série de rencontres d'information et de plaidoyer auprès des candidats aux élections législatives et des autorités. Une délégation composée de Julia Bourbon Fernandez, responsable MONA d'ECPM, d'Ogarit Younan, et Rafic Zakharia et Hala Bou Ali, représentants de la LACR, ont mené une campagne de plaidoyer auprès des candidats aux élections législatives en faveur de l'abolition de la peine de mort. Ils ont pu rencontrer plus de 15 candidats de différentes formations politiques. Lors des différents échanges, ECPM et la LACR ont présenté le travail de leurs associations, les différents outils produits ainsi que la situation de la peine de mort au Liban. Le Liban a institué un premier moratoire en 1998, puis a abrogé une loi qui prévoyait la peine de mort obligatoire en 2001. **Depuis 2004, le Liban n'a pas connu de nouvelles exécutions. En 2024, le Liban célébrera 20 ans de moratoire.** En décembre 2020, le pays a voté pour la première fois en faveur de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant à un moratoire universel sur l'application de la peine de mort. **Les magistrats continuent de prononcer des condamnations à mort et en 2022, on estime qu'entre 80 et 100 condamnés à mort seraient détenus dans les prisons libanaises.**



ECPM et la LACR ont mené une campagne de plaidoyer en faveur de l'abolition de la peine de mort au Liban en amont des élections législatives (mai 2022) auprès de plus de 15 candidat·es (ici avec la candidate Josephine Zgheib dans le Keserwane-jbeil District)

ECPM et la LACR ont demandé aux différents candidats rencontrés quel était leur positionnement sur la question de la peine de mort, s'il s'agissait d'une question qui avait déjà été débattue au sein de leur parti, s'il avait été discuté de l'intégrer dans le programme politique et s'ils seraient prêts à travailler à l'abolition après l'élection. Il a aussi été demandé aux candidats s'ils étaient prêts à s'exprimer publiquement en faveur de l'abolition. L'ensemble des candidats rencontrés ont répondu par l'affirmative à cette dernière question. Lors de cette mission, ECPM et la LACR ont aussi rencontré le ministre de la justice et des représentants du Ministère des affaires étrangères. Lors de ces rencontres de plaidoyer, ECPM a notamment plaidé pour un renouvellement d'un vote du Liban en faveur de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant à un moratoire universel sur l'application de la peine de mort, une réduction du nombre de crimes passibles de la peine de mort et l'amélioration des conditions de détention y compris des condamnés à mort dans l'objectif de renforcer les étapes vers l'abolition de la peine de mort. **Enfin, ECPM a pu accompagner l'AJEM (Association Justice et Miséricorde) dans une visite de la prison du Roumieh et s'entretenir avec des condamnés à mort.**



ECPM et l'AJEM se sont entretenus avec 3 condamnés à mort lors d'une visite de la prison de Roumieh au Liban (avril 2022). Depuis la crise, les problèmes d'accès à l'eau et à l'électricité se sont accentués dans cette prison immense.

Par ailleurs, ECPM a continué de développer un travail de documentation et de plaidoyer sur de nouveaux pays du Moyen-Orient et notamment l'Irak, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte et la Palestine. En mars 2022, ECPM a soumis un rapport alternatif cosigné par la Coalition mondiale contre la peine de mort dans le cadre de l'examen de l'Irak par le Comité des droits de l'homme des Nations unies. En mars 2022, ECPM a également délivré une intervention orale sur la situation de la peine de mort en Palestine en lien avec Sham's, une ONG palestinienne. ECPM a cosigné plusieurs lettres de plaidoyer sur le Bahreïn et l'Arabie saoudite.

PLAIDOYER

Campagne « S'aimer n'est pas un crime »

ECPM a publié pour la première fois un rapport visant à mettre en évidence les interconnexions entre la peine de mort et les questions LGBTQIA+. Cette brochure fait partie de la série « 10 questions pour mieux comprendre... » et sert d'outil de sensibilisation, tant du grand public que des décideurs (juges, politicien·e·s, avocat·e·s, etc.) du monde entier. Il est composé de témoignages collectés à l'occasion notamment de la Conférence mondiale de l'ILGA (l'International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans, and Intersex Association) de Los Angeles, mais aussi lors des Marches des Fiertés de Paris et de Berlin aux côtés d'Amnesty International Allemagne et Let's Walk Uganda.



Une délégation d'ECPM était présente au dernier congrès de l'Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexuées qui se déroulait à Los Angeles en mai 2022.



FOCUS ÉTATS-UNIS



HOMMAGE A HANK SKINNER

Le 16 février 2023, Hank Skinner s'est éteint à l'hôpital de Gavelston au Texas après des complications d'une tumeur au cerveau. Enfermé dans le couloir de la mort, Hank aura vécu presque 28 ans à l'isolement, ne pouvant sortir de sa cellule qu'une heure par jour, tout au plus. Il faisait face à une date d'exécution en septembre 2023 pour la quatrième fois. Des années de combat qu'il aura menées avec ferveur, soutenu depuis l'extérieur par son épouse Sandrine Ageorges-Skinner et ses avocats, pour blanchir son nom. Accusé d'un triple homicide, il aura clamé son innocence jusqu'au dernier jour.

ECPM soutenait Hank en France depuis 2009, en organisant des levées de fonds et en mobilisant la presse pour alerter sur l'injustice dont Hank était victime. Nous pensons à cet instant, au 24 mars 2010, il y a 13 ans, où Hank Skinner, dans la tristement célèbre prison de Huntsville au Texas, devait être exécuté. Toujours, nous nous rappellerons ce soir où tous et toutes réunies sur la place de la Concorde à Paris, devant l'ambassade des États-Unis, à quelques heures de l'exécution programmée de Hank Skinner nous continuions d'y croire malgré les minutes qui s'égrénaient. Sandrine, qui était alors membre de notre conseil d'administration, était en direct du Texas. Elle était encore et toujours confiante. L'actrice Lou Doillon venait nous apporter son soutien, les militant·e·s, sympathisant·e·s et autres partenaires d'ECPM étaient tous et toutes présent·e·s, criant leur indignation. Hank avait alors survécu à 23 minutes de l'exécution. Plus récemment, Hank Skinner était intervenu au 8^e Congrès mondial contre la peine de mort en novembre dernier par le biais d'une lettre lue par Sandrine.



Les huit jeunes militant·e·s se sont rencontré·e·s au sein de la Southern Methodist University et ont pu écouter les témoignages émouvants de John Lucio, fils de Melissa Lucio et de Debra Milke, ancienne condamnée à mort.

Étape au Texas pour l'Abolition Now Tour

Le Texas aura été une étape majeure de l'AbolitionNowTour, afin de mobiliser la jeunesse américaine. Une semaine tout en émotion et en partage d'abord à la South Methodist University de Dallas en compagnie de Rick Halperin, professeur de droit, Debra Milke, ancienne condamnée à mort (23 ans en Arizona et libérée en 2015) et John Lucio, le fils de Melissa Lucio, dont la date d'exécution prévue deux semaines plus tard a finalement été suspendue jusqu'à révision de son procès.

Le directeur d'ECPM, Raphaël Chenuil-Hazan, a pu également parler d'abolition avec les élèves de la Awty International School de Houston pour une conférence-débat inédite et participer à un colloque contre la peine de mort mené par le centre de droit de la Lamar University afin d'apporter une vision internationale au débat américain.



Debra Milke entourée de John Lucio et sa compagne

PLAIDOYER

INTENSIFICATION DU PLAIDOYER EN ASIE

En 2022, en Indonésie et en Malaisie le plaidoyer s'est intensifié auprès des autorités sur, respectivement, le nouveau code pénal réformant l'application de la peine de mort et le projet de loi abolissant la peine de mort obligatoire.

À cette occasion, en amont de son dépôt au Parlement, une conférence nationale a été organisée à Kuala Lumpur par ADPAN et ECPM réunissant les acteurs locaux mais également de la région ainsi qu'une série de rendez-vous de plaidoyer au Parlement et à Suhakam (Commission des droits de l'homme de la Malaisie).



Rendez-vous de plaidoyer au Parlement malaisien (Kuala Lumpur, juillet 2022)

En Indonésie, une série d'entretiens a été organisée par KontraS auprès des députés afin de demander une nouvelle révision du chapitre peine de mort du code pénal, largement décrié par les acteurs abolitionnistes, ou du moins des garanties.

La loi abolissant la peine de mort obligatoire en Malaisie a été adoptée en avril 2023. Le nouveau code pénal a été adopté par le parlement indonésien en décembre 2022.

CAMEROUN ET RDC : LE COMBAT CONTINUE

Les partenaires africains ont eu une année 2022 riche en actions et progrès. Grâce au travail mené dans le cadre du partenariat avec ECPM, Droits et Paix a définitivement réussi à « détabouiser » le sujet de la peine de mort au Cameroun. Un rapprochement sans précédent a aussi eu lieu avec la Commission des droits de l'homme du Cameroun et un réseau de parlementaires camerounais contre la peine de mort a été créé. En RDC, les actions de la CPJ ont également été nombreuses, tant auprès des avocats que de la société civile. Pour sa part, le réseau des parlementaires congolais contre la peine de mort a fait une avancée de taille, puisqu'il a rédigé une proposition de loi abolitionniste devant être présentée au Sénat en 2023.



Table-ronde parlementaire co-organisée par ECPM, la CPJ et le réseau des parlementaires congolais contre la peine de mort, au Parlement de Kinshasa en septembre 2022.



Raphaël Galega, vice-président de la Commission des droits de l'homme du Cameroun, s'adresse aux journalistes à la sortie de l'atelier sur le rôle de la CDHC dans l'abolition de la peine de mort (Yaoundé, octobre 2022)

MAROC Les acteurs toujours engagés

ECPM et ses partenaires au Maroc ont rencontré à plusieurs reprises le ministre de la justice et organisé plusieurs rencontres avec des parlementaires au Maroc. En juin 2022, une question écrite a été soumise par l'une des parlementaires membres du Réseau au gouvernement. ECPM et ses partenaires au Maroc ont soumis un rapport alternatif conjoint dans la perspective de l'Examen périodique universel (EPU) du Maroc en octobre 2022. ECPM, la Coalition marocaine contre la peine de mort et l'Observatoire marocain des prisons ont mené un plaidoyer à Rabat et à Genève pour une prise en compte de recommandations relatives à la peine de mort dans le cadre de l'EPU.

Le 18 mars 2022, la CMCPM a organisé une conférence nationale et maghrébine à Rabat, en partenariat avec l'OMP et ECPM. Cette conférence avait pour thème « **Les Mécanismes législatifs et perspectives d'abolition de la peine de mort au Maroc et au Maghreb** ». Elle a rassemblé plus d'une centaine de participant.es. Les journalistes en présence ont assuré une couverture médiatique qui a généré plus de 10 articles parus dans la presse nationale en ligne. Le premier panel portait sur les perspectives de l'abolition dans le cadre de la réforme pénale au Maroc et était modéré par le Dr Mohammed Ayatt, expert international et ancien membre du bureau du procureur de la Cour pénale internationale. Le second panel a étendu le thème abordé par les premiers panélistes à la région du Maghreb et était modéré par Mme Khadija Rougani, membre du bureau national du Réseau des avocats contre la peine de mort.

En octobre, ECPM et ses partenaires au Maroc ont appuyé et participé au lancement d'un Réseau des entrepreneurs contre la peine de mort, une première dans le monde.



ECPM et la Coalition marocaine contre la peine de mort (CMCPM) rencontrent des représentants de la Délégation interministérielle aux droits de l'homme à Rabat

@CNDH Maroc



Conférence de presse à Rabat à l'occasion de la 20^e journée mondiale contre la peine de mort

À l'occasion de la journée mondiale, ECPM a travaillé avec la CMCPM, l'OMP, le CNDH et les différents réseaux au Maroc à l'organisation d'une conférence de presse qui a été largement relayée dans les médias nationaux.

@UPT Larache



Des étudiant-es de la Faculté Polydisciplinaire de Larache assistent à un séminaire sur le droit à la vie organisé par l'association UPT Larache dans le cadre du dispositif de financement aux tiers. Parmi les 110 participant.es, 10 % y ont entendu parler pour la première fois de la peine de mort.

Par ailleurs ECPM et l'OMP ont appuyé 4 associations dans la réalisation de micro-projets à l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort. Dans le but de renforcer le mouvement national abolitionniste au-delà de la capitale, l'organisation d'ateliers participatifs et de sensibilisation sur la peine de mort a été soutenue dans les villes de Fès, Akka Ighan ainsi qu'à l'Université de Larache.

PLAIDOYER

Mauritanie : Une grande première

ECPM et l'Association mauritanienne des droits de l'homme (AMDH), son partenaire en Mauritanie, sont parvenus à organiser pour la première fois une Conférence nationale à Nouakchott en mars 2022. Cette conférence sur le thème « violences sexuelles et peine de mort » s'inscrivait dans le cadre du projet « Renforcer les avancées vers l'abolition de la peine de mort », cofinancé par l'Agence française de développement

de l'Association des Femmes Chefs de familles.

En outre, sont intervenus des universitaires et sociologues tels que D' Idrissa Demba Korera, ainsi qu'une représentante du Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations unies. Cette Conférence s'articulait autour de 4 tables rondes dont les thématiques étaient; les engagements internationaux en matière

de protection des droits des femmes et en matière de progrès vers l'abolition de la peine de mort, l'effet non dissuasif de la peine de mort, les processus de réformes législatives de lutte contre les violences faites aux femmes et les peines alternatives à la peine de mort dans la lutte contre

les violences faites aux femmes.

En mars 2022, en marge de la Conférence nationale, ECPM et l'AMDH ont effectué plusieurs rencontres de plaidoyer. Par ailleurs, ECPM et l'AMDH ont soumis un rapport alternatif dans le cadre de l'examen de la Mauritanie par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et mené une mission de plaidoyer dans le cadre de la session ordinaire de la CADHP qui s'est déroulée à Banjul en Gambie en octobre 2022.



ECPM et l'AMDH rencontrent le directeur de la protection judiciaire (Enfance) du ministère de la Justice à Nouakchott (mars 2022)

et la Norvège. **Une cinquantaine de personnes ont pu assister à l'événement et trois chaînes de télévision nationales étaient présentes pour assurer la couverture médiatique. Lors de l'ouverture, Fatimata M'Baye, présidente de l'AMDH, Aminata Niakaté, présidente d'ECPM et M. le Secrétaire général de la CNDH ont prononcé des allocutions d'ouverture.** Des experts internationaux tels que Mme Aissetou Kante, Présidente de la commission des droits de l'enfant dans l'Association des femmes juristes du Sénégal (AFJS) et Présidente du tribunal de première instance de Rufisque, et M. Chokri Latif, président de la Coalition tunisienne contre la peine de mort étaient présents. Ils ont vu intervenir à leurs côtés des avocats tels que Me Bah, et des parlementaires tels que Mme Mariam Baba Sy, Présidente du Réseau des femmes parlementaires, ou encore D' Khalil Ould Dedde, mais aussi des représentants de la société civile, notamment M. Brahim Bilal, Président de la Fondation Sahel, ou Mme Aminetou Mint Mocktar, Présidente



Conférence nationale « violences sexuelles et peine de mort » organisée par l'AMDH et ECPM à Nouakchott, en Mauritanie

TUNISIE : FORTE MOBILISATION MALGRÉ UN CONTEXTE DIFFICILE

ECPM et la Coalition tunisienne contre la peine de mort (CTCPM) ont soumis un rapport alternatif conjoint dans la perspective de l'Examen périodique universel de la Tunisie en octobre 2022. ECPM a par ailleurs appuyé la participation du président de la CTCPM à la pré-session de l'EPU à Genève organisée par UPR-Info. ECPM et la CTCPM ont mené un plaidoyer à Genève et à Tunis pour une prise en compte de recommandations relatives à la peine de mort dans le cadre de l'EPU.

Dans un contexte difficile, ECPM et la CTCPM sont parvenus à organiser deux séminaires de formation des acteurs de la chaîne pénale.

Les 14 et 15 mai 2022, la CTCPM et ECPM ont organisé un premier séminaire stratégique des acteurs de la chaîne pénale sur la peine de mort, dans le cadre de leur projet conjoint « Renforcer les avancées vers l'abolition de la peine de mort au Maghreb ». Des magistrats, des avocats, des professeurs émérites d'universités, une psychologue et des représentants d'ONG ont, pendant deux jours, écouté les différentes interventions sur des sujets spécifiques en lien avec le rôle des acteurs de la chaîne pénale et la peine de mort et ont pu interagir ou travailler ensemble lors des différents exercices pratiques.



Mathilde Millier, chargée des programmes internationaux d'ECPM, distribue des rôles dans lesquels les jeunes devront se projeter.



Représentation de « Laila Zaraq – Nuit Blanche » par la compagnie Les Artistes

Les 15 et 16 octobre 2022, la Coalition tunisienne contre la peine de mort (CTCPM), en collaboration avec ECPM, l'Organisation contre la torture en Tunisie (OCTT) et le Danish institute against torture (Dignity) ont organisé un nouveau séminaire qui s'inscrivait dans la continuité d'une première formation à destination des acteur-rices de la chaîne pénale en Tunisie organisée en mai 2022 et visait à créer un réseau d'avocat-es contre la peine de mort. 23 participant-es, dont des avocat-es, des juristes et un psychologue, se sont réunis pendant deux jours durant lesquels ils ont particulièrement échangé autour du lien entre torture et peine de mort, et travaillé à l'élaboration d'une charte pour la création d'un Réseau des avocat-es.

Cette rencontre a été notamment marquée par la participation du Secrétaire général de l'Ordre des avocats de Tunisie, première représentation du Barreau dans une activité de la CTCPM et ECPM, qui a annoncé son engagement à poursuivre l'organisation d'actions conjointes.



Chokri Latif, président de la CTCPM, et Sondes Garbouj, psychologue et experte en droits humains et dans la lutte contre les violences.

RENFORCER

Séminaire régional au Kenya



Séminaire régional sur l'abolition de la peine de mort en Afrique de l'Est à Nairobi (mai 2022)

Groupe de travail « Le rôle de la jeunesse pour l'abolition » avec les membres de l'Abolition Now Tour Kenya lors du séminaire régional organisé à Nairobi

Les 30 et 31 mai 2022, à Nairobi, ECPC et Crime Si Poa ont organisé un séminaire régional sur la peine de mort, avec une attention particulière sur l'Afrique de l'Est. Ce séminaire, premier du genre au niveau régional, avait pour but d'organiser un échange entre les acteurs abolitionnistes de six pays: Kenya, Ouganda, Tanzanie, Cameroun, la RDC et Sierra Leone. À part la Sierra Leone,

abolitionniste depuis octobre 2021, les pays représentés, bien qu'en moratoire, n'avaient pas encore pris les mesures en vue de l'abolition de la peine de mort, même si des avancées positives étaient constatées. Le séminaire a permis de souligner les acquis de la région et de discuter des stratégies abolitionnistes à développer par les parties prenantes.



xxx



©Christophe Merriaux

Les jeunes délégations de l'Abolition Now Tour se sont rencontrées à Berlin pour présenter les actions réalisées dans leur pays respectif: conférences, plaidoyer, pièces de théâtre, les six groupes n'ont pas manqué de créativité.

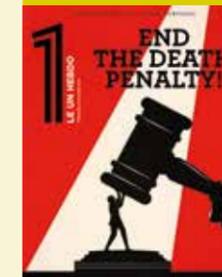
L'ABOLITION NOW TOUR A BERLIN

La campagne Abolition Now Tour s'est poursuivie en 2022 avec la tenue de 3 nouveaux ateliers: l'atelier de l'Indonésie en janvier 2022 (à distance), l'atelier du Liban en février et enfin celui du Texas début avril. Cette tournée des 6 pays, qui avait commencé en 2021 a permis de concrétiser le projet global en donnant naissance à 6 actions, une dans chaque pays. La coordination par ECPC de cette campagne a pris fin en novembre 2022 après le 8^e Congrès mondial. Elle aura duré 18 mois.

Au Maroc, la délégation a réalisé un film de sensibilisation avec des acteurs de l'abolition, dont un témoin. En RDC, les jeunes ont organisé 3 conférences dans les milieux scolaires, universitaires et politiques. Au Kenya, la délégation a organisé trois conférences à destination de la jeunesse dans le milieu scolaire et de la société civile. En Indonésie c'est une campagne réseaux sociaux pour l'abolition que les jeunes ont décidé de créer. Les Libanais ont décidé d'organiser un atelier participatif pour l'abolition, à l'image de celui qu'ECPC avait organisé au Liban. Enfin, la délégation texane a également opté pour une campagne réseaux sociaux pour l'abolition.

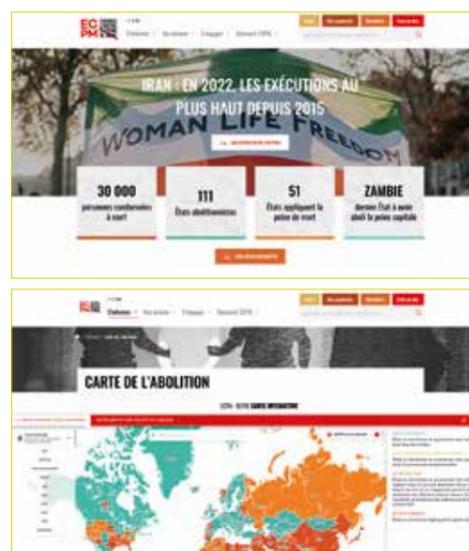
La campagne a connu son point culminant lors du 8^e Congrès mondial contre la peine de mort de Berlin où les jeunes ont été invités à partager leur expérience et s'exprimer lors d'un atelier dédié à la capitalisation des actions menées. Cela a permis de renforcer le réseau et de stimuler les délégations pour poursuivre des actions à échelle locale et poursuivre le travail de la délégation de façon autonome.

PARTENARIATS MÉDIAS



ECPC en étroite collaboration avec le magazine Le 1 Hebdo a réalisé, à l'occasion du 8^e Congrès mondial contre la peine de mort, un numéro spécial entièrement consacré à notre combat. Bilingue, Anglais-Français, cette édition spéciale, distribuée aux congressistes de Berlin, accompagnera nos équipes sur le terrain comme outil de vulgarisation sur la peine de mort et la communauté abolitionniste d'aujourd'hui.

Enfin, le groupe France Médias Monde (FMM) fut l'un des partenaires importants du 8^e Congrès mondial contre la peine de mort, avec une campagne publicitaire diffusée sur les antennes de France 24 et RFI et en relayant la parole de plusieurs invités spéciaux d'ECPC présents à Berlin lors du Congrès.



Un nouveau site pour ECPC

C'est en novembre 2022 que le nouveau site de l'organisation a été mis en ligne, après une bonne année de travaux et de réflexions internes. Plus clair, plus lisible, bilingue, il devrait permettre d'accroître la visibilité des actions d'ECPC sur la toile et un meilleur référencement. Notre nouvelle identité graphique a ainsi pu être pleinement déployée, avec une charte couleurs renouvelée, pour plus de clarté sur notre carte interactive entre autres.

ÉDUCUER

Sensibilisation en milieu scolaire

CONCOURS DE SLAM



Sam Guillome, alias Nemo, gagnant du concours « Ensemble, slamons l'abolition », Bar El Camino de Caen

ECPM, en partenariat avec la Ligue Slam de France et le 2IDHP, a lancé un défi aux jeunes de 14 à 20 ans: écrire et interpréter un slam face caméra pour constituer un plaidoyer contre la peine de mort. Ils et elles disposaient de deux minutes pour convaincre un jury, composé d'expert-e-s engagé-e-s pour l'abolition de la peine de mort, à travers la poésie de leurs mots et leur message en faveur de l'abolition universelle. Une cérémonie de remise des prix a été organisée en juin lors d'une soirée Slam à Caen en partenariat avec l'association Valgoude. Un événement qui a rencontré un engouement exceptionnel, où des slameurs-ses de tous les horizons se sont succédé-e-s sur scène pour slammer contre la peine capitale.

En 2022, près de 3500 jeunes ont été sensibilisés principalement en Île-de-France, Normandie et Auvergne Rhône-Alpes. Pas moins de sept témoins (ancien-ne-s condamné-e-s à mort et avocat-e-s de condamné-e-s) ont accepté de témoigner de leur douloureuse expérience face à la cruauté de la peine capitale.

Ces témoins sont intervenue-s lors de cycles d'interventions scolaires, dont un spécifiquement dédié à la liberté d'expression et de culte, et les atteintes à ces droits fondamentaux que sont les condamnations à morts pour apostasie et blasphème.



Ndume Olatushani, ancien condamné à mort aux États-Unis, lors d'une intervention scolaire organisée par l'équipe Eduquer d'ECPM au Collège Marcel Pagnol de Monsoult

Plusieurs classes désireuses d'approfondir le sujet ont également bénéficié d'un accompagnement plus spécifique: projets de classes, projections-débats, représentations théâtrales, etc.

Pour certaines, cela a donné lieu à la production de supports collectifs tels que des podcasts.



Des ateliers de sensibilisation ont été organisés au Radialsystem, en marge du 8^e Congrès mondial contre la peine de mort de Berlin. Des dizaines de jeunes y ont participé.

@Christophe Meireis

UNIVERSITÉ DE LA PAIX À CAEN



Une vingtaine de jeunes, venue du monde entier, a répondu présent pour cette nouvelle édition de l'Université de la Paix de Caen



Peine de mort et Paix

Au mois de juin, ECPM co-organisait, avec l'Institut international des droits de l'homme et de la paix, la 21^e édition de l'Université de la Paix à Caen sur le thème « Peine de mort et paix ». Tout au long de la semaine, une vingtaine de jeunes francophones venus des quatre coins du globe ont eu le privilège de prendre part à une série d'activités destinées à les faire réfléchir de

manière approfondie sur la peine de mort et ses conséquences. Conférences, jeux de rôles, mises en situation, formations, témoignages: le programme était rythmé et a permis aux étudiant-e-s de confronter les points de vue et de construire leur propre plaidoyer pour l'abolition universelle de la peine de mort.

RÉSEAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION À L'ABOLITION (RIEA)



Stand du RIEA au 8^e Congrès mondial contre la peine de mort de Berlin

Outre les activités éducatives de ses membres sur leurs territoires respectifs, le RIEA a tenu sa réunion annuelle à Berlin, en marge du 8^e Congrès. Ce temps fort de la vie du Réseau a été l'occasion de revenir sur les activités individuelles mais également d'affirmer les ambitions collectives de ses membres et d'envisager des partenariats plus forts dans la mise en commun d'outils et méthodologies pédagogiques. Deux nouvelles organisations, approchées en raison de leurs intérêts et de leurs expériences dans le domaine et des liens existants avec d'autres membres ont été adoptées afin de consolider la mise en relations de ces derniers: Crime si poa, au Kenya et le 2IDHP en France.

@Christophe Meireis

VIE DE L'ASSOCIATION

Marche des Fiertés

Comme chaque année, ECPM était au rendez-vous pour porter haut les couleurs de sa campagne « S'aimer n'est pas un crime » aux côtés de dizaines de milliers de participant.e.s, le samedi 25 juin, à la Marche des Fiertés de Paris, organisée par l'Inter-LGBT.



@Emilie Fournier



Equipe d'ECPM joyeusement mobilisée lors de la dernière Marche des Fiertés de Paris avec de nombreux bénévoles de l'association.

@Emilie Fournier



@Emilie Fournier



Fête de l'Huma : Les bénévoles d'ECPM mènent la danse

Comme tous les ans, ECPM a participé à la Fête de l'Humanité : un moment phare du militantisme pour la communauté abolitionniste, que nous avons partagé avec le collectif Libérons Mumia. Bénévoles, membres de l'association et du conseil d'administration étaient au rendez-vous pour sensibiliser petit.e.s et grand.e.s à l'abolition de la peine de mort dans une ambiance festive et propice à l'échange.

Notre gouvernance

La gouvernance d'ECPM est composée d'adhérent.e.s, de bénévoles, de salarié.e.s, dirigée par un conseil d'administration trimestriel, des bureaux mensuels et une assemblée générale annuelle. Robert Badinter est le président d'honneur de l'association.



Robert Badinter, président d'honneur



Aminata Niakate, présidente d'ECPM



Véronique Mary, trésorière



Emmanuel Maistre



Edmond Claude Frety



Marie Doucet-Lechantre



Laurent Duarte



Emmanuel Oudar



Richard Sédillot

Le Conseil d'Administration

Aminata Niakaté Avocate au barreau de Paris depuis 2010, Aminata est engagée sur les questions d'égalité et des droits humains. Elle préside la Commission Parité-Égalité de l'Union nationale des professions libérales. Très investie au sein de sa profession, elle a présidé la Commission Égalité du Conseil national des barreaux entre 2018 et 2020. Elle est depuis novembre 2020, présidente de ECPM, où elle milite depuis 2009.

Véronique Mary Dès ses premières prises de conscience politiques elle a été profondément convaincue par la nécessité de l'abolition de la peine de mort. C'est après avoir signé la pétition d'ECPM dans Télérama en 2000 qu'elle a souhaité être plus active et a adhéré à l'association. Elle est membre du conseil d'administration, et a occupé la fonction de trésorière de 2003 à 2019 ; fonction qu'elle occupe de nouveau depuis 2021. Pharmacienne, après 30 ans d'activité de recherche en neuropharmacologie, elle occupe maintenant des fonctions en pharmacovigilance.

Emmanuel Maistre Journaliste de métier, il s'est engagé dès l'âge de 16 ans contre la peine capitale au sein d'un groupe de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et de la peine de mort (Acat). Par la suite, associant son engagement à son métier, il rejoint ECPM en tant que responsable éditorial puis coordinateur du Congrès mondial contre la peine de mort de Paris en 2007. Il est l'actuel secrétaire général de l'association secrétaire général de l'association. Père de deux enfants, il occupe aujourd'hui la fonction de responsable de la production éditoriale du Secours Catholique.

Edmond-Claude Frety Avocat inscrit au Barreau de Paris, ancien secrétaire de la Conférence, ancien membre du conseil de l'Ordre et chargé d'enseignement à l'École de Formation du Barreau de Paris (EFB), son activité est orientée vers le contentieux, principalement en droit des affaires, propriété intellectuelle et droit pénal appliqué aux nouvelles technologies. Il a rejoint le CA d'ECPM en juin 2022.

Marie Doucet-Lechantre Militante pour les droits de l'homme depuis l'adolescence, elle est enseignante spécialisée et formatrice à l'Éducation nationale. Elle a rejoint le combat pour l'abolition universelle de la peine de mort auprès d'ECPM il y a dix ans et son conseil d'administration en 2020. Mère de quatre enfants, elle est également membre du CA du Centre Contre les Manipulations Mentales.

Laurent Duarte Militant associatif, il est actuellement secrétaire exécutif du mouvement Tournons la page qui réunit plus de 250 organisations en Afrique et en Europe dans le but de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme. Précédemment coordinateur du Festival international du film des droits de l'homme, il est administrateur d'ECPM depuis 2020.

Emmanuel Oudar Dirigeant d'une PME de communication événementielle dans la région parisienne, Emmanuel Oudar est l'un des piliers historiques de l'association avec un engagement sans faille depuis plus de 21 ans. Il met son expertise au service de l'organisation depuis le début de l'aventure ECPM et est membre du CA depuis 2004.

Richard Sédillot est diplômé de l'Institut de droit comparé de la faculté de Paris II. Il est intervenu à l'occasion d'importants procès de nature politique, pénale ou familiale. Il a plaidé ou assisté ses clients devant de nombreuses juridictions étrangères, mais aussi devant le tribunal du contentieux des Nations unies, la Cour Européenne des droits de l'homme, le Comité des droits de l'homme de l'ONU, la Commission africaine des droits de l'homme. Il est membre du CA d'ECPM depuis 2022.

RAPPORT FINANCIER

Une gestion rigoureuse

ECPM s'attache à avoir une gestion financière en accord avec les règles les plus strictes édictées par ses bailleurs et les pouvoirs publics. Le cabinet comptable Doucet & Beth, est en charge de l'arrêté des comptes de l'association. La certification des comptes est réalisée par le cabinet KPMG qui vérifie la bonne utilisation des fonds, en conformité avec les missions de l'association.

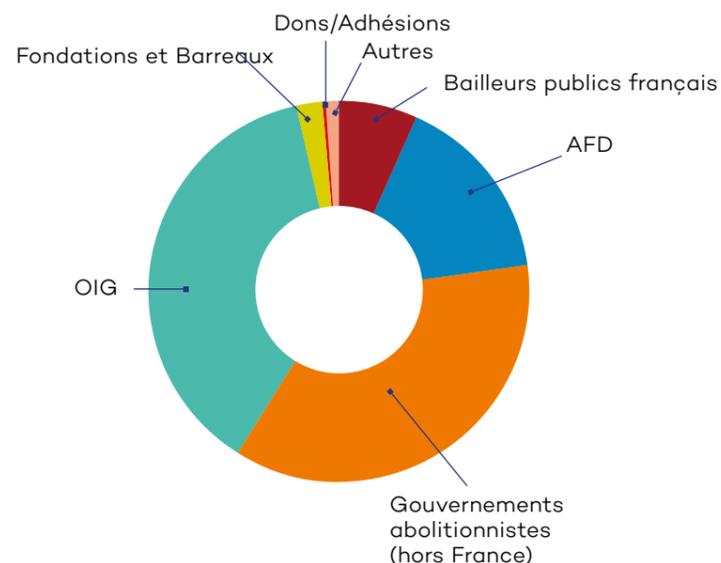
En 2022 les ressources d'ECPM s'élèvent à 3118 k€. Les actions d'ECPM sont principalement soutenues par la France (gouvernement, bailleurs publics et agence de développement-AFD), les gouvernements abolitionnistes (Norvège, Suisse, Allemagne, Belgique, Espagne, Principauté de Monaco), et les OIG (UE, OIF).

Des opérations en hausse

L'année 2022 a été marquée par la préparation et la tenue du 8^e Congrès mondial, mais aussi par les projets internationaux et d'éducation. Les frais d'opération de ces actions sont majoritairement des frais de voyages et déplacements et des honoraires de

prestations diverses (lieux, communication, fabrication de matériel de communication et éducatif...). Les frais de structure restent maîtrisés à moins de 5 % des charges totales. Les comptes 2022 sont à l'équilibre avec un léger excédent d'environ 16 k€.

Nature des ressources 2022



Nature des frais d'opérations 2022



ECPM agit pour les objectifs de développement durable (ODD)



Notre action éducative s'inscrit dans le cadre de l'**Objectif 4**: Assurer l'accès de tous et toutes à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Objectif 4.7: D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur [...] des droits de l'homme, [...] de la promotion d'une culture de paix et de non-violence [...].



La peine de mort est discriminante tant sur le plan économique que social. Nos actions participent à la réalisation de l'**Objectif 10**: Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.

Objectif 10.3: Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière.

Objectif 10.4: Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire et salarial, et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité.



Notre action en faveur de l'abolition universelle de la peine de mort participe pleinement à l'**Objectif 16**: Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous et toutes aux fins de développement durable, assurer l'accès de tous et toutes à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous et toutes.

Objectif 16.2: Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.

Objectif 16.3: Promouvoir l'État de droit aux niveaux national et international, et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité.



Notre action inclusive et fédératrice à l'égard de tous les acteurs abolitionnistes (politiques, société civile, INDH, médias, acteurs économiques ou de l'éducation) est cohérente avec l'**Objectif 17**: Partenariats pour la réalisation des objectifs.

ECPM remercie l'ensemble de ses équipes: salariés, stagiaires, volontaires et bénévoles qui œuvrent au quotidien pour faire avancer notre cause commune.



PARTENAIRES

NOS RÉSEAUX

ECPM joue un rôle clé dans la structuration et la dynamisation du secteur des droits humains. L'association est membre fondateur de la Plateforme droits de l'homme qui assure un plaidoyer syndical pour la défense du secteur. Notre directeur y assure la présidence. ECPM s'investit au sein de la Coalition mondiale contre la peine de mort en tant que fondateur, en participant au comité de pilotage et aux différents groupes de travail pour renforcer la portée mondiale du combat. ECPM joue aussi un rôle moteur auprès des réseaux et coalitions nationales et régionales contre la peine de mort au Maghreb, en Afrique centrale, et en Asie du Sud-Est.



NOS PARTENAIRES POLITIQUES ET FINANCIERS



NOS PARTENAIRES ASSOCIATIFS



NOS PARTENAIRES MÉDIAS POUR LE 8^E CONGRÈS MONDIAL CONTRE LA PEINE DE MORT



« Nous, prisonnières politiques,
vivons dans une prison où plane
l'ombre des peines de mort (...)
Être menacée de mort dans la
solitude d'une cellule n'est pas loin
d'une véritable exécution. »

Narges Mohammadi
militante iranienne
contre la peine de mort
et 6 autres militantes
détenues dans la prison
d'Evin en Iran.

